

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1989 B 00194

Numéro SIREN : 349 785 758

Nom ou dénomination : L V A AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 02/12/2019 sous le numéro de dépôt 15728

Greffe du tribunal de commerce de Clermont-Ferrand



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 11/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/15728

Type d'acte : Décision(s) du président
Réduction du capital social
Modification(s) statutaire(s)

Déposant :

Nom/dénomination : L V A AUDIT

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 349 785 758

N° gestion : 1989 B 00194

DEPOT N° 15728

DU 11 DEC. 2019

« L.V.A. AUDIT »
SAS au capital de 7 622,45 euros
Société de Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de RIOM
Siège social : 6 Rue de Journiat
ZAC de Journiat
63 122 CEYRAT

349 785 758 R.C.S. CLERMONT-

**PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 2 DECEMBRE 2019**

*
* *

L'an deux mille dix-neuf,
Et le 2 Décembre à 8 heures,
Au siège social,

Monsieur Christian VOLLE, Président de la SAS,

A pris les décisions suivantes portant sur :

- Achat d'actions de la Société : arrêté du nombre d'actions présentées à l'achat.
- Réduction du capital social par annulation des actions achetées.
- Modification corrélative des statuts.

Rappel :

- Par délibération en date du 31 Octobre 2019 l'Assemblée Générale des associés de la Société a décidé de réduire le capital social d'un montant maximum de 1 250 euros par rachat d'actions de la Société.
- Le prix de rachat de chaque action a été fixé à la somme de 35,13 euros.
- L'Assemblée Générale a conféré tous pouvoirs au Président aux fins d'acquérir les actions présentées au rachat dans les conditions et les limites qu'elle a fixées, de réaliser la réduction de capital en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de 2 mois à compter du jour de la délibération de l'Assemblée, soit le 31 Décembre 2019 puis de modifier corrélativement les statuts.
- Le procès-verbal de l'Assemblée Générale a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Clermont Ferrand le 8 Novembre 2019
- À la suite de ce dépôt, aucune opposition de créancier n'a été signifiée à la Société dans le délai légal de 20 jours.
- Aux termes d'une décisions en date du 30 Novembre 2019 le Président a initié une offre d'achat pour un montant nominal maximum de 1 250 euros aux conditions fixées par l'Assemblée Générale, à raison de 35,13 euros par action.
- Cette offre d'achat a été notifiée à chaque associé le 30 Novembre 2019 fixant le délai de demande de rachat d'actions du 30 Novembre 2019 au 20 Décembre 2019.



Signature

Réduction du capital social

L'ensemble des actionnaires ayant répondu aux offres d'achat le 30 Novembre 2019, le Président constate qu'il a reçu des offres de rachat d'actions pour un montant nominal de 1 250 euros, correspondant au maximum proposé.

En conséquence, le Président arrête à 1 250 le nombre d'actions rachetées, ainsi que la liste des associés dont les actions sont rachetées à savoir Madame Sophie MACIEJCZYK pour 1 250 actions.

Il décide d'annuler lesdites actions et de fixer à 1 905,61 euros le montant de la réduction du capital social qui est ainsi ramené à 5 716,84 euros.

Il décide d'imputer sur le report à nouveau s'élevant à 167 260,28 euros, la différence entre le montant total des actions rachetées soit 43 912,50 euros et la valeur nominale de ces actions s'élevant à 1 905,61 euros, soit une imputation de 42 006,89 euros.

Enfin, il constate que la réduction de capital est définitivement réalisée.

Modification des statuts

En conséquence des décisions qui précèdent, le Président décide de modifier les articles 6 et 8 des statuts qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

Article 6 - Apports - Formation du capital

...Il est rajouté un 8^e paragraphe, le reste demeurant inchangé :

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale des associés en date du 31 Octobre 2019, le capital social a été réduit de 1 905,61 euros pour être ramené à 5 716,84 euros ».

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

1).Le capital social est fixé à la somme de fixé à la somme de CINQ MILLE SEPT CENT SEIZE EUROS ET QUATRE-VINGT QUATRE CENTIMES (5 716,84 euros). Il est divisé en TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE (3 750) actions, entièrement libérées.

Enfin, il est constaté que l'ordre du jour est épuisé.

- CLOTURE -

De tout ce que dessus, il a été dressé et signé par le Président le présent procès-verbal.

Christian VOLLE,
Président SAS.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT

CLERMONT-FERRAND

Le 04/12/2019 Dossier 2019 00083317, référence 6304P01 2019 A 06976
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : 7 700 €

Total liquidé : Zero Euro.

Montant reçu : Zero Euro

L'Agent administratif principal des finances publiques

Annick LECLERCQ
Agent des finances publiques



Calvin

349 785 758 R.C.S. CLERMONT-FD

Enfin, la discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, nomme en qualité de DIRECTEUR GENERAL, à compter de ce jour, et pour la durée des fonctions du Président, Monsieur Christian VOLLE:

- Madame Sylvie MINGUET, Commissaire aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Riom, née le 1^{er} juillet 1966 à Elbeuf (76), demeurant 111 Bis Avenue de la République 63 800 Cournon d'Auvergne.

Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts, Madame Sylvie MINGUET exercera les mêmes pouvoirs que le Président, et notamment :

- Dans les rapports avec les tiers, le Directeur Général représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.
- Le Directeur Général ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.
- Le Directeur Général dirige et administre la société.

Madame Sylvie MINGUET a fait savoir par avance qu'elle acceptait les fonctions de Directeur Général de la SAS LVA AUDIT et qu'elle satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide que Madame Sylvie MINGUET, ne percevra aucune rémunération pour ses fonctions de Directeur Général.

Elle aura droit néanmoins au remboursement de ses frais de déplacement engagés dans l'exercice de ses fonctions, sur justificatif.

Cette décision sera maintenue jusqu'à décision contraire de la collectivité des associés.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Président, décide de supprimer dans l'article 8 des statuts la mention de la valeur nominale des actions ainsi que leur numérotation à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.



QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de la résolution précédente décide de modifier l'article 8 des statuts qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

« Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

- 1) *Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES (7 622.45 euros). Il est divisé en CINQ MILLE (5 000) actions, entièrement libérées.»*

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide la réalisation d'une réduction du capital social pour un montant maximum de 1 250 euros par voie de rachat d'actions appartenant aux associés, en vue de leur annulation.

Le prix de rachat est fixé à 35,13 euros pour chaque action de 1,5245 euros de valeur nominale. La différence entre la valeur nominale des actions rachetées et le prix de rachat sera imputée sur le compte « report à nouveau » et, pour le cas où celui-ci serait insuffisant, sur le bénéfice du dernier exercice clos.

Les actions rachetées seront annulées conformément à la loi et aux règlements et ne donneront pas droit au dividende mis en distribution au titre de l'exercice en cours lors de la réduction du capital.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président de la Société aux fins d'acquérir les actions présentées au rachat dans les conditions et les limites qui viennent d'être fixées et de réaliser la réduction de capital décidée sous la résolution précédente, en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de 2 mois à compter de ce jour et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

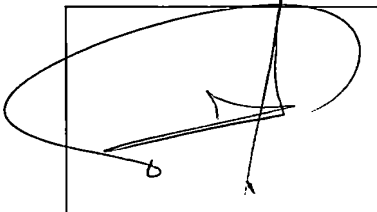
Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

- CLOTURE -

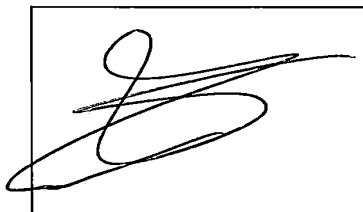
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est déclarée levée à 12 heures 30.

Des délibérations de ladite Assemblée Générale Extraordinaire, il a été dressé le présent procès-verbal que les membres du bureau, après lecture, ont signé.

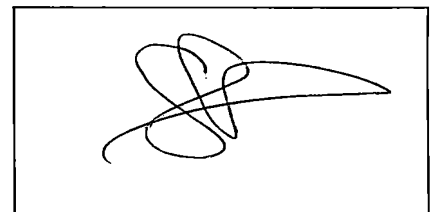
Le Président,
Christian VOLLE



Le Secrétaire,
Sophie MACIEJCZYK



Sylvie MINGUET



Greffe du tribunal de commerce de Clermont-Ferrand



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 11/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/15728

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : L V A AUDIT

Forme juridique : Société par actions simplifiée

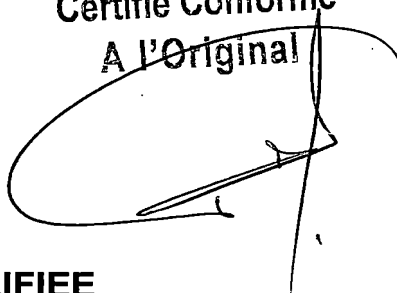
N° SIREN : 349 785 758

N° gestion : 1989 B 00194

DEPOT N° 15128

DU 11 DEC. 2019

Certifié Conforme
A l'Original



LVA AUDIT

**SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 5 716,84 EUROS**

**Siège social : 6 Rue de Journiat
ZAC De Journiat
63 122 CEYRAT**

**Statuts mis a jour suite à Assemblée Générale Extraordinaire
du 31 Octobre 2019
et Décision du Président du 2 Décembre 2019**

Réduction du capital social

LVA AUDIT

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 7 622,45 EUROS

**Siège social : 6 Rue de Journiat
ZAC De Journiat
63 122 CEYRAT**

STATUTS

Les soussignés :

- Monsieur Christian VOLLE né le 15 mars 1956 au Puy en Velay (43), de nationalité française, demeurant 43 ter Rue de l'Ecorchade 63400 CHAMALIERES, inscrit sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale de RIOM (63).
- Madame Sophie-Caroline BAUCHET née le 19 Décembre 1961 à Chamalières (63), veuve de Monsieur André MACIEJCZYK, de nationalité française, demeurant 1 bis rue des Poulignes 63 400 CHAMALIERES,
- Monsieur Patrick GUILLANEUF né le 10 Mars 1955 à Blois (41), de nationalité française, demeurant 28 Rue de l'Horloge 03 140 CHARROUX, inscrit sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale de RIOM (63).
- Monsieur Dominique JUS, né le 11 Octobre 1956 à Rennes (35), de nationalité française, demeurant 40 Rue des Champs Renaud 22 360 LANGUEUX, inscrit sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie Régionale de RENNES (22).

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée constituée par le présent acte.

Article 1^{er} - Forme

La Société a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à à Chamalières (63) du 22 février 1989, enregistré à Clermont Ferrand Sud Ouest le 22 février 1989 Bordereau 133/2.

Elle a été inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes par décision de la Cour d'Appel de RIOM en date du 21 Mars 1989, et immatriculée au RCS de Clermont-Ferrand le 4 Avril 1989 sous le numéro 349 785 758.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision unanime des associés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 Décembre 2012 à effet du 1^{er} janvier 2013



La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par le livre II et le titre II du livre VIII du code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 du code de commerce, ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la société reste : "LVA AUDIT"

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale .

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société de commissaires aux comptes » et de l'indication de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes auprès de laquelle la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La Société continue d'avoir pour objet en France et dans tous pays:

- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes telle qu'elle est définie par les textes légaux et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles, à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Article 4 - Siège social

Le siège social reste fixé à 6 Rue de Journiat, ZAC de Journiat, 63 122 CEYRAT

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société reste fixée à 60 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés soit le 4 Avril 1989.

Article 6 - Apports - Formation du capital

- 1) Lors de la constitution de la Société, il a été effectué les apports suivants :
 - Apports en numéraire : 50 000 Francs soit 7 622.45 Euros
ayant donné lieu à la création de 500 parts sociales de 100 Francs (15,24 Euros) chacune.
Monsieur Christian VOLLE ayant apporté 25 000 Francs en numéraire
Et Madame Nicole LIVEBARDON ayant apporté 25 000 Francs en numéraire
 - Soit un capital social initial de : 160 000 Francs soit 24 391.84 Euros
- 2) Aux termes d'une cession de parts sociales en date du 28 Décembre 2006 enregistrée au SIE de Clermont Ferrand Nord Ouest le 28 décembre 2006 Bordereau n°2006/1637 Case n°3, Madame Nicole LIVEBARDON a cédé à Monsieur André MACIEJCZYK les 250 parts sociales lui appartenant.
- 3) Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 Octobre 2007, la collectivité des associés, suite au décès de Monsieur André MACIEJCZYK, a agréé expressément l'attribution à Madame Sophie MACIEJCZYK des 250 parts appartenant à son conjoint, et a constaté qu'elle n'avait pas la qualification requise pour l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes.
- 4) Aux termes d'une cession de parts sociales en date du 8 Novembre 2007 enregistrée au SIE de Clermont Ferrand Sud Ouest le 16 Novembre 2007 Bordereau n°2007/1392 Case n°1, Madame Sophie MACIEJCZYK a cédé à Monsieur Christian VOLLE 125 parts sociales lui appartenant.
- 5) Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 Août 2008, la collectivité des associés a remplacé les 500 parts sociales de 15.245 € existantes, par 5 000 parts nouvelles de 1,5245 € attribuées aux associés à raison de 10 parts nouvelles pour 1 ancienne.
- 6) Aux termes d'une cession de parts sociales en date du 15 Septembre 2008 enregistrée au SIE de Clermont Ferrand Nord Ouest le 19 Septembre 2008 Bordereau n°2008/589 Case n°10, Monsieur Christian VOLLE a cédé à Monsieur Dominique JUS 1 part sociale lui appartenant.
- 7) Aux termes d'une cession de parts sociales en date du 15 Septembre 2008 enregistrée au SIE de Clermont Ferrand Nord Ouest le 19 Septembre 2008 Bordereau n°2008/589 Case n°9, Monsieur Christian VOLLE a cédé à Monsieur Patrick GUILLANEUF 1 part sociale lui appartenant.
- 8) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale des associés en date du 31 Octobre 2019, le capital social a été réduit de 1 905,61 euros pour être ramené à 5 716,84 euros ».

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

- 1- Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE SEPT CENT SEIZE EUROS ET QUATRE-VINGT QUATRE CENTIMES (5 716,84 euros). Il est divisé en TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE (3 750) actions, entièrement libérées.

2- La liste des associés sera communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3- Les trois quarts des droits de vote doivent être détenus par des commissaires aux comptes, ou par des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, conformément aux dispositions de l'article L 822-9 du Code de Commerce.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble des droits de vote des deux sociétés.

Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seul compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action ordinaire donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient dans le capital.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 - Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 14 – Cessation d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les stipulations de l'alinéa précédent ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du délai mentionné à l'alinéa précédent, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes

Article 15 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est choisi parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. La collectivité des associés fixe sa rémunération.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoirs qu'il juge nécessaire, dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Article 16 – Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, choisis parmi les associés commissaires aux comptes inscrits sur la liste professionnelle ou parmi les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, et chargés d'assister le président.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Sur proposition du président, la collectivité des associés détermine l'étendue et la durée des pouvoirs de chaque directeur général. A défaut, il est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. La collectivité des associés fixe la rémunération de chaque directeur général.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général auquel il a été conféré à celui-ci le pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

Article 17 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 – Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

En l'absence de commissaire aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L 227-9-1 du Code de Commerce, il appartiendra au Président d'établir le rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé et de le présenter à la collectivité des associés qui statuera sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Toutefois, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au président qui les transmet au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication en s'adressant au président.

En l'absence de commissaire aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L 227-9-1 du Code de Commerce, seule la communication des conventions aux associés qui en auront fait la demande sera exigée.

Article 20 – Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions de l'article 227-9-1 du Code de Commerce, la Société ne sera tenue de désigner un Commissaire aux Comptes titulaire et un Commissaire aux Comptes suppléant qu'après dépassement des seuils réglementaires à la clôture d'un exercice social .

Dans le cas de dépassements desdits seuils, le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Article 21 – Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes, si il y a lieu, est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président adresse celles-ci aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 22 – Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux,
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes et répartition du résultat,
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution, prorogation, transformation de la société,
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts,
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Article 23 – Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 25 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 26 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes,, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 27 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 28 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Article 29 - Nomination du premier président

Monsieur Christian VOLLE est nommé président de la société pour une durée illimitée

- Monsieur Christian VOLLE accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat social.

La rémunération du président sera fixée par la collectivité des associés s'il y a lieu

Article 30 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur VOLLE pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 31 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 2012.

Fait à CEYRAT le 31 décembre 2012

En TROIS exemplaires originaux dont un pour le dépôt au greffe, deux pour le dépôt au siège social,

Signatures

Christian VOLLE

Sophie MACIEJCZYK

Modifiés par Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Octobre 2019.

